

**De Blij, Harm J., *Systematic Political Geography*. New York, London, Sydney, John Wiley & Sons, Inc., 1967, 618 pages, 2 index, nombreuses illustrations; bibliographies en fin de chapitres.**

Henri Dorion

Volume 12, numéro 27, 1968

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/020844ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/020844ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dorion, H. (1968). Compte rendu de [De Blij, Harm J., *Systematic Political Geography*. New York, London, Sydney, John Wiley & Sons, Inc., 1967, 618 pages, 2 index, nombreuses illustrations; bibliographies en fin de chapitres.] *Cahiers de géographie du Québec*, 12(27), 466–470.  
<https://doi.org/10.7202/020844ar>

urbaine, la deuxième une liste de travaux publiés dans des revues non-géographiques mais dont le contenu et la méthodologie sont géographiques. Enfin, les États-Unis, sont représentés par la contribution de Jerome D. Fellmann; l'auteur y indique trois domaines dans lesquels la géographie urbaine aux États-Unis a surtout fait des progrès depuis 1950: l'étude des « systèmes urbains », de la hiérarchie des lieux centraux et de la spécialisation fonctionnelle des centres urbains; l'étude de la structure interne des villes; le développement et l'application de nouvelles techniques d'analyse plus précises que celles utilisées autrefois. La bibliographie de Fellmann est assez sommaire mais contient néanmoins les sources les plus importantes.

Dans la deuxième partie, il est tout d'abord question des critères de délimitation des régions métropolitaines. La géographe brésilienne M. T. de Segadas Soares s'interroge sur la possibilité d'appliquer les critères de délimitation utilisés aux États-Unis et en France dans le contexte urbain du Brésil. La mobilité de la population est un des critères utilisés pour définir la zone d'influence du centre des affaires de Rio à l'intérieur de l'État de Guanabara par Pedro P. Geiger. Dans le cas de Buenos Aires, Eduardo Sarrailh propose une série de mesures visant à placer la région métropolitaine et les zones rurales immédiatement adjacentes sous une même juridiction. D'autres problèmes méthodologiques relatifs aux régions métropolitaines sont également soulevés dans cette section: celui de la rénovation urbaine comme thème d'étude en géographie, qui fait l'objet d'un intéressant article par Paul-Yves Denis sur la région métropolitaine et le centre des affaires de Montréal; celui de l'estimation de la population diurne dans une région métropolitaine, d'après un travail effectué par l'ancienne Direction de la géographie à Ottawa, par Ben Shindman et Charles N. Forward; et l'étude cartographique des zones suburbaines des grandes métropoles telle que dirigée par Claude Bataillon dans le cas de Mexico.

Dans le domaine des réseaux urbains, on peut constater une fois de plus le dynamisme de la géographie brésilienne, influencée dans ce cas par la méthodologie de Michel Rochefort. L'article de Roberto Lobato Corrêa est un inventaire du travail accompli dans ce domaine jusqu'en 1965, suivi d'une bonne bibliographie. D'autres recherches brésiiliennes, ayant trait à la polarisation et à la hiérarchie urbaine, sont décrites par L. M. C. Bernardes et N. L. Müller. Le réseau urbain argentin, et en particulier celui du Cuyo, fait l'objet d'une excellente étude par le professeur Mariano Zamorano, suivie d'une discussion intéressante par Romain Gaignard. Les géographes argentins commencent à utiliser des méthodes d'analyse statistique à variables multiples dans ce domaine, comme le montre l'étude de la délimitation de la zone d'approvisionnement en denrées périssables de la ville de Rosario, étude collective, et l'analyse d'un réseau urbain régional dans la « Mésopotamie » argentine, effectuée par Yunovsky et Tobar et basée sur la théorie de Christaller. Enfin, toujours dans ce domaine, Pierre George s'interroge sur la possibilité de transférer la notion européenne de réseau urbain à l'Amérique latine, où les tendances récentes de l'urbanisation ont favorisé une polarisation excessive des métropoles au détriment d'une véritable hiérarchie urbaine.

Dans l'ensemble, cet ouvrage est fort utile pour qui veut se familiariser avec les études de géographie urbaine en Amérique latine. La haute qualité de la majorité des communications reflète le dynamisme du Comité de géographie urbaine, un des plus actifs au sein de l'I.P.G.H.; pour des raisons strictement pédagogiques, on pourrait simplement déplorer le caractère multilingue de l'ouvrage, chaque texte étant présenté dans la langue où il a été lu (espagnol et portugais surtout, français et anglais moins souvent), sans aucun résumé dans les autres langues. Mais cet inconvénient ne réduit nullement la valeur du contenu de l'ouvrage.

Jean CERMAKIAN

## GÉOGRAPHIE POLITIQUE

DE BLIJ, Harm J., **Systematic Political Geography**. New York, London, Sydney, John Wiley & Sons, Inc., 1967, 618 pages, 2 index, nombreuses illustrations; bibliographies en fin de chapitres.

Ce livre, dont monsieur De Blij est le rédacteur et, pour certaines parties, l'auteur, est sans doute, à divers égards, l'un des ouvrages les plus importants publiés jusqu'à ce jour dans le domaine de cette science encore imparfaitement définie qu'est la géographie politique. 500 pages de texte, près

de 150 cartes, une cinquantaine de bonnes photographies, plus de 1 000 références bibliographiques, constituent en effet un matériel considérable auquel l'accès est d'ailleurs facilité par deux riches index (auteurs, sujets).

L'ouvrage comprend une série de textes — dont quelques-uns sont des classiques de la géographie politique — d'auteurs prestigieux (comme H. J. Mackinder, Richard Hartshorne, Stephen Jones et plusieurs autres), présentés soit comme partie intégrante d'un chapitre dont ils constituent un jalon du développement, soit comme des exemples apportés pour étayer, à l'aide de cas précis, les théories, modèles ou phénomènes analysés. En cela, l'ouvrage de De Blij rappelle le recueil récemment publié par W. A. D. Jackson, *Politics and Geographic Relationships*, qui rassemblait 34 contributions importantes à la géographie politique, regroupées logiquement (1). Il s'en distingue cependant, en ce que l'ouvrage de monsieur De Blij est le résultat d'un effort, partiellement couronné de succès, visant à faire des éléments recueillis un tout cohérent et, en autant que la technique employée le permette, assez bien intégré et homogène.

Il est évident que ce type d'ouvrage a ses limites et que le travail de composition du rédacteur ne peut partout combler les lacunes et réduire les discordances dont les différences d'optique, de style, d'opinion sont inévitablement responsables. À cette limitation près, que nous préciserons plus loin, la publication de *Systematic Political Geography* correspond à une date importante dans le développement de la géographie politique aux États-Unis qui ont marqué, ces dernières années, une incontestable avance, en ce domaine, sur les autres écoles géographiques.

Le titre même de l'ouvrage établit à la fois une optique et un programme et, de ce fait, souligne l'importance de l'apport qu'il constitue. Peu d'ouvrages, en effet, ont jusqu'à maintenant tenté de dresser un tableau systématique soit de l'ensemble soit même de secteurs précis de la géographie politique. Seul, peut-être, le phénomène des frontières internationales a-t-il donné lieu à quelques ouvrages de synthèse faisant le point des principaux problèmes et des principales solutions liés à ce phénomène (2).

Weigert (3) et surtout Pounds (4) avaient déjà publié des *manuels de géographie politique*; les types de relations entre la politique des États et leur géographie (pour se référer à un titre de Jean Gottmann (5) qui constitue en réalité une définition de la géographie politique) y étaient présentés de façon systématique, c'est-à-dire à l'échelle du globe et non seulement dans ce contexte régional qui avait caractérisé la quasi-totalité des études de géographie politique jusqu'à récemment. Mais l'ouvrage de monsieur De Blij veut être encore plus systématique par le fait que les analyses régionales ne sont que des *case studies* amenées à titre d'exemple pour illustrer tel phénomène; par le fait aussi que les phénomènes décrits, les problèmes exposés, les théories émises s'organisent, un peu d'elles-mêmes et sans que le plan de l'ouvrage y concoure tellement, en un système de relations qui détermine précisément le champ de la géographie politique.

En fait, ce système s'inscrit dans le sens des relations entre des décisions ou des structures politiques, à l'échelon international comme à l'échelon intraétatique, d'une part, et les données de la géographie humaine qu'elles encadrent ou modifient d'autre part. C'est en ce sens que l'on peut définir l'objet de la géographie politique comme « les relations réciproques entre la politique des États et leur géographie ». Cette manière de concevoir la géographie politique comporte ceci d'intéressant que l'élément « choix » (choix d'un système politique, du tracé d'une frontière, du sort d'une minorité, d'une ville promue à la fonction de capitale . . .) est toujours relié, directement ou non, consciemment ou non, volontairement ou obligatoirement, aux autres données de la géographie physique, humaine ou économique. Ainsi conçue, sans être vraiment normative ni, bien sûr, déterministe, la géographie politique débouche sur l'action — ou plutôt sur une explication raisonnée de l'action — et sur la géographie *volontaire* pour peu que l'on considère comme relevant, au premier chef, de la géographie politique l'étude de l'organisation de l'espace étatique au niveau des décisions politiques.

Ceci, en tout cas, nous apparaît constituer un aspect important de cette approche « fonctionnelle » que décrit, en termes bien différents, l'important chapitre écrit par R. Hartshorne, *The Functional Approach in Political Geography*. Ce chapitre fondamental — qui aurait dû ouvrir l'ouvrage de monsieur De Blij au lieu de suivre 150 pages beaucoup moins conceptuelles, théoriques et épistémologiques (dont 20 pages consacrées au phénomène des exclaves) — vise à caractériser l'optique de la géographie politique. Selon Hartshorne, ce n'est ni l'étude des aspects politiques de la géographie ni les fondements géographiques de la politique qui justifie l'autonomie de la géographie politique

qui se réalise surtout au niveau de l'étude du *territoire étatique*. « The core of political geography is the study of one distinctive phenomenon in the total differentiation of areas, namely the sections of area organized as political units » (p. 192). Bien que cette définition, insuffisante à notre avis, ait été complétée par Hartshorne lui-même (6), qui a aussi souligné l'importance de l'approche *morphologique*, de l'approche *historique* et de l'*analyse du pouvoir*, son explication de l'*approche fonctionnelle* est donnée dans ce style légèrement équivoque qui caractérise Hartshorne dans ses écrits de nature théorique; équivoque, parce que, d'une part, écartant — de façon un peu dépréciative (en six lignes, les autres approches se voient qualifiées tour à tour de *futile, dull, lifeless, naïve*) — des optiques qui sont pourtant à l'analyse, incluses dans la définition qu'il donne et, d'autre part, ouvrant le champ de la géographie politique sur pratiquement toutes les relations réciproques entre la politique des États et leur géographie. Hartshorne conclut en effet que « the rational, scientifically reliable, and realistic approach to the study of state-area is to start with the phenomena with which we are most concerned — the functions of the state area — to determine how these have been affected by the character of the area itself, its structure and contents, and to utilize historic facts of genesis insofar as those aid us in understanding structural features previously determined to be significant ».

Or, le recueil de monsieur De Blij témoigne de cette ouverture et déborde, tant du côté du détail (par exemple: les particularités formelles du tracé des frontières maritimes, au chapitre XI) que de celui des synthèses au niveau supraétatique (la matière des derniers chapitres de l'ouvrage), l'approche fonctionnelle prise dans son sens étroit. Cette ouverture et, en même temps, la méthode de présentation ne sont pas sans nuire quelque peu au calibrage de l'ouvrage.

Ainsi, trois études bien particulières (établissements Chibcha en Colombie, freins institutionnels au développement de la Bolivie, l'exclave de Berlin) prennent plus de 50 pages d'un livre qui ne consacre que 9 pages à la notion de territoire étatique (dont deux cartes). De même, l'assez long texte de Mackinder *The Geographical Pivot of History* (23 pages) est précédé de 5 courtes pages sur les conceptions géopolitiques passées et suivi de 5 pages sur le « Heartland Debate ». Ces dernières, synthétiques, bien écrites, critiques et bien illustrées auraient constitué une référence suffisante à la théorie de Mackinder dont le texte est déjà trop bien connu pour qu'il vaille la peine de le citer une fois de plus *in extenso*. Par ailleurs, une analyse plus élaborée des origines et des conséquences de la *Geopolitik* allemande eût été utile, les ouvrages précédents ayant souvent répété les mêmes considérations sur le sujet. Les résonances des théories géopolitiques en Europe centrale, aux États-Unis et en Amérique latine méritent pourtant une attention que l'on ne leur a pas accordée suffisamment encore.

Deux chapitres sont consacrés aux aspects *théoriques* de la définition de la géographie politique. Essentiellement, ils sont constitués de deux articles, très importants et bien connus des géographes politiques: *A Unified Field Theory of Political Geography*, de Stephen B. Jones, et *The Functional Approach in Political Geography*, de Richard Hartshorne. Nous nous y sommes déjà référés. Les questions que soulèvent ces articles, raffinés et conceptualisés, sont nombreuses et souvent difficiles; pourtant, à peine cinq pages du rédacteur les enveloppent. Le lecteur reste sur son appétit; il est vrai, cependant, que l'intéressante bibliographie qui clôt ce chapitre (comme tous les autres) donne de la matière pour le satisfaire.

Par ailleurs, cinq chapitres traitent spécifiquement des problèmes de frontières, encore que, dans deux autres, les problèmes de contiguïté territoriale et d'accès à la mer ou aux fleuves s'y réfèrent également. Ces cinq chapitres totalisent près de 150 pages, soit exactement le quart de l'ouvrage. Bien sûr, le sujet mérite un tel traitement, d'autant plus que ces chapitres sont bien illustrés, serts d'exemples et accompagnés de riches bibliographies. Mais, par rapport aux autres sujets traités, il y a un relatif déséquilibre.

Un autre exemple: le chapitre XII (*Landlocked States: The Problem of Access*) contient une dizaine d'intéressantes pages bien illustrées citant des exemples de corridors et définissant les problèmes d'accès; autant de pages sont consacrées à l'exemple du corridor polonais, classique bien sûr — et bien connu —, mais dont l'existence même ainsi que ses relations avec la géographie des régions cachoubes est une chose bien du passé.

Enfin, le chapitre XIV (*The Capital City*) ne consacre, outre l'article — intéressant mais maintenant bien dépassé — de O. H. K. Spate, *Factors in the Development of Capital Cities*, que l'équi-

valent de 4 pages à cet important sujet. Ayant eu l'occasion de diriger une recherche sur un aspect spécifique du problème de la région de la capitale du Canada (7), nous aurions personnellement aimé que l'ouvrage traite plus largement du problème des statuts particuliers des régions capitales (entre autres, districts fédéraux), du rôle des capitales dans les États fortement centralisés et dans ceux qui ne le sont pas, du phénomène des capitales-relais ou des capitales de niveaux différents (notamment dans les pays fédéraux), du dynamisme démographique et économique qu'engendre la gamme des fonctions administratives des capitales, etc. . . .

Tous ces exemples illustrent le manque de calibrage entre les différents éléments qui composent l'ouvrage de monsieur De Blij. Ils n'en diminuent ni la valeur ni l'intérêt. Ils établissent seulement que le titre du livre est plus près de l'intention que du contenu réel qui ne laisse pas d'être, pour autant, une somme importante de renseignements, dans certains cas nouveaux, des principaux chapitres de la géographie politique.

Ceux-ci, cependant, ne couvrent pas tout le champ de la géographie politique qui, si l'on s'en rapporte aux définitions citées plus haut, s'intéresse aussi aux politiques intraétatiques et à leurs relations avec les données géographiques, physiques, humaines et économiques. C'est ainsi que la géographie administrative ne trouve pas son compte dans l'ouvrage de monsieur De Blij. La régionalisation, que ce soit pour des fins électorales, administratives générales, administratives spécialisées, pour des fins d'aménagement ou pour des fins de politique sociale ou linguistique, constitue une entreprise qui devrait, au premier chef, intéresser la géographie politique. Pounds, dans son excellent manuel de géographie politique (8), y avait consacré un chapitre. Un développement plus élaboré en serait apprécié (9).

Plusieurs autres sujets auraient, à notre avis, trouvé leur place dans une *Géographie politique systématique* qui se serait voulue complète. La notion de géostratégie et les problèmes de géographie militaire, l'analyse des statuts politiques et juridiques de différents types d'espaces (États indépendants, sous tutelle, protectorats, colonies, zones occupées, neutres, condominales . . . ; fleuves internationaux et internationalisés; provinces et territoires . . .), les politiques gouvernementales face aux caractéristiques qualitatives et quantitatives de la population (majorités et minorités linguistiques, religieuses, raciales), et d'autres sujets, dont à vrai dire il est à l'occasion question dans le développement de certains autres chapitres, auraient pu compléter l'ouvrage et, de ce fait, le rendre plus systématique encore.

La présentation systématique des phénomènes de géographie politique ne répugne pas, en effet, à ce que des recoupements résultent de la multiplicité des classifications de ces phénomènes. Ainsi, par exemple, la géographie politique peut s'intéresser à des conjonctures (les États nouveaux, les régimes nouveaux, les révolutions, les conflits) qui peuvent faire l'objet d'analyses spécifiques qui se réfèrent, naturellement, à des données et phénomènes étudiés ailleurs (comme les frontières interétatiques, la structure administrative spatiale, les relations de voisinage, etc. . .). L'acceptation de certains recoupements est sans doute la rançon d'une présentation plus systématique et plus complète des innombrables faits et phénomènes qui constituent l'objet de la géographie politique. Peut-être pour avoir voulu éviter ces recoupements, l'ouvrage de monsieur De Blij a été conçu selon un plan qui ne lui permettait pas d'être considéré comme complet. Tel n'était d'ailleurs sans doute pas l'intention du rédacteur.

Bref, un livre important, tant par la quantité d'information qu'il contient, par la multiplicité et la variété des sources auxquelles il réfère et par le nombre et l'importance des questions qu'il soulève que par la place qu'il laisse aux géographes politiques qui veulent contribuer à apporter réponse à ces questions et qui veulent compléter le travail entrepris par monsieur De Blij et les prédécesseurs sur lesquels il a appuyé son intéressant ouvrage.

Henri DORION

#### RÉFÉRENCES

1. JACKSON, W. A. Douglas, *Politics and Geographic Relationships. Readings on the Nature of Political Geography*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1964, 411 pages.
2. Mentionnons l'excellent ouvrage de Stephen B. JONES, *Boundary-Making* (Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 1945), qui demeure un classique de la question, et

l'ouvrage plus récent, bien fait, mais apportant peu de neuf, de J. R. V. PRESCOTT, *The Geography of Frontiers and Boundaries* (Chicago, Aldine, 1965).

3. WEIGERT, H. et alii, *Principles of Political Geography*, New York, Appleton-Century-Crofts, 1957.
4. POUNDS, N. J. G., *Political Geography*, New York, McGraw-Hill, 1963.
5. GOTMANN, Jean, *La politique des États et leur géographie*, Paris, Armand Colin, 1952.
6. HARTSHORNE, R., *Political Geography*, dans JAMES, Preston E., et JONES, Clarence F. (ed.), *American Geography: Inventory and Prospect*, Syracuse University Press, 1954.
7. COMMISSION D'ÉTUDE SUR L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE DU QUÉBEC, *Le problème de la région de la capitale canadienne*, Québec, 1968, 7 volumes, 2 076 pages.
8. POUNDS, Norman J. G., *op. cit.*
9. Mentionnons que le Québec possède maintenant une bonne étude sur le sujet: LAJOIE, Andrée, *Les structures administratives régionales; déconcentration et décentralisation au Québec*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968, 332 pages. Mais il s'agit d'une étude juridique, fort bien faite d'ailleurs, qui fournit peu d'éléments quant à l'approche morphologique de la géographie administrative. Des renseignements précieux sont cependant donnés quant au contenu des unités administratives et, de ce fait, aide à l'approche fonctionnelle dont nous avons parlé.

## CHORONYMIE

**Guide toponymique du Québec.** Étude toponymique 1 (nouvelle série), Commission de géographie (Québec), 1968, 22 pages.

La Commission de géographie (Ministère des Terres et Forêts, Gouvernement du Québec) vient de publier un ouvrage aussi court qu'important. En quelques pages, il y est établi quelles sont les règles à suivre pour l'établissement ou le changement des noms de lieux au Québec de même que pour l'écriture correcte des noms géographiques. Or, comme les décisions de la Commission de géographie, qui est l'autorité officielle en matière de choronymie au Québec, ont le caractère de *chose légiférée*, on devine toute l'importance qu'ont les règles, normes, principes et usages sur lesquels la Commission s'appuie pour édicter, accepter ou authentifier les noms de lieux et les textes, cartes ou ouvrages didactiques qui les contiennent.

Le *choix* des noms de lieux (matière du chapitre II: noms géographiques) est, somme toute, une question de *politique choronymique* qui introduit un aspect essentiellement subjectif. C'est en effet une question d'option que de déterminer laquelle, d'une forme traditionnelle incorrecte ou d'une forme corrigée qui constitue un néologisme toponymique, deviendra la forme officielle; c'est aussi question d'option que de décider si les éléments traduisibles des choronymes composés devront être systématiquement francisés. Sauf dans les cas d'usage persistant, tout nouveau choronyme est le résultat d'un choix.

À cet égard, quelques principes sont mentionnés sous le titre « nom de municipalité ». Mais nous croyons que, sauf exception, ces principes pourraient s'appliquer à tout type de choronyme. Il est ainsi mentionné que doivent être évités:

1° *les choronymes figurant déjà dans le Répertoire géographique du Québec.*<sup>1</sup> Cette règle est évidemment fort sage, puisque le nombre d'homonymes est déjà très grand.<sup>2</sup>

2° *les appellations trop longues.* Règle très subjective et difficile de référence, puisque le sentiment de longueur dépend de la difficulté que l'on peut avoir à prononcer un nom inusité ou peu connu. Les noms malgaches ou hongrois nous apparaissent quelquefois bien longs! Pour les gens du pays, ils ne le sont pas. Il faut dire, cependant, que notre choronymie contient trop de noms en forme de « chapelet » où des patronymes religieux et des éléments locatifs s'additionnent de façon souvent ridicule.<sup>3</sup>

<sup>1</sup> *Répertoire géographique du Québec*, Commission de géographie (Québec), 1969, 701 pages.

<sup>2</sup> Voir POIRIER, Jean, *Problèmes généraux de toponymie au Québec*, dans *Cahiers de géographie de Québec*, n° 20 (numéro spécial: Toponymie), septembre 1966. À la page 227: « Le problème des homonymes dans la nomenclature du Québec ». S'en rapporter aussi au *Répertoire géographique du Québec* (cité en note infrapaginale 1) qui rend compte du très grand nombre d'homonymes que contient encore la choronymie québécoise.

<sup>3</sup> Voir les exemples que cite Jean Poirier, dans son livre: *Toponymie. Méthode d'enquête*. Québec, les Presses de l'Université Laval, 1965, 165 pages (à la page 56).